



Le sujet fait polémique. Faut-il expérimenter en France les salles de consommation à moindre risque ? Face aux difficultés à enrayer les transmissions virales (Hépatite C notamment), les représentants de la Réduction des risques (RDR) prônent une nouvelle fois le pragmatisme de leur approche. Les "salles de shoot" apparaissent comme une nouvelle étape indispensable dans la prise en charge sanitaire et sociale des usagers toxicomanes. Mais elles s'opposent clairement à la législation sur les stupéfiants.

Afin de vous faire votre propre opinion sur le sujet, largement repris par les médias, nous vous proposons ce **Dossier Web** regroupant un certain nombre de ressources et documents en ligne sur la question : des dernières données disponibles sur le nombre d'usagers et leurs pratiques de consommation, aux concepts de la réduction des risques, en passant par les expérimentations menées à l'étranger et les différents avis sur le sujet :

- ▣ **Usagers de drogues**
- ▣ **Réduction des risques**
- ▣ **Salles de consommation**
- ▣ **Avis et recommandations**

▣ Usagers de drogues

OFDT, Observatoire français des drogues et toxicomanies



OBSERVATOIRE
FRANÇAIS DES
DROGUES ET DES
TOXICOMANIES

CAARUD : profils et pratiques des usagers en 2008

Tendances n° 74, Décembre 2010, 4 p.

Qui sont les usagers fréquentant les Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques ? Quels est leur niveau de précarité ? Quelles sont leurs consommations et modes d'usage ? Des réponses dans ce document, en attendant fin 2011, les résultats de l'enquête NEMO sur la prévalence du nombre d'usagers problématiques de drogues, réalisée sur le Grand Lyon.

▣ www.ofdt.fr/ofdtdev/live/publi/tend/tend74.html

ILIAD, Indicateurs Locaux pour l'Information sur les Addictions - base de données locales, mise à jour 2009.

Vous trouverez ci-dessous les chiffres de consommation, vente de produits de substitution et décès par surdose en région Rhône-Alpes. Ces données sont également disponibles pour chacun des huit départements.

▣ www.ofdt.fr/BDD_len/iliad/2009_RHONE_ALPES.xhtml

RECAP, Recueil commun sur les addictions et les prises en charge - mise à jour 2009.

Mis en place en 2005, ce recueil continu de données sur les patients venus chercher de l'aide auprès des centres spécialisés (ex-CSST, ex-CCAA, aujourd'hui CSAPA) apporte un certain nombre d'information qualitative sur les personnes prises en charge (situation familiale, professionnelle, logement...) et sur leurs consommations de produits psychoactifs. Pas d'analyse régionale disponible.

▣ www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/recap2009.pdf

Réalisé auprès des structures de prise en charge des usagers dépendants, cette enquête nationale dresse le portrait des consommations de ces patients tant au niveau des traitements de substitution que des consommations associées de médicaments et d'autres produits psychoactifs, légaux ou non. Tout comme RECAP cette étude ignore les usages et pratiques des consommateurs qui ne sont pas en lien avec le secteur de l'addictologie. Pas d'analyse régionale disponible.

☒ www.afssaps.fr/var/afssaps_site/storage/original/application/83d45de068482ab831466a00a97e4962.pdf

Enquête Coquelicot 2004-2007

Estimation de la séroprévalence du VIH et du VHC et profils des usagers de drogues en France, étude InVS-ANRS Coquelicot, 2004.

Bulletin épidémiologique hebdomadaire n°33, 2006.

Un des résultats marquant de cette enquête, a été de montrer que 6 usagers sur 10 sont contaminés par le VHC et qu'un tiers de ces personnes, pense être négatif. Cette méconnaissance de leur sérologie et des modes de transmissions du virus, est un facteur de risque très important. Enquête multi-villes hors Lyon.

☒ www.invs.sante.fr/beh/2006/33/beh_33_2006.pdf



Résultats d'une enquête sur l'hépatite C, le VIH et les pratiques à risques chez les consommateurs de drogues. INVS, Institut de veille sanitaire, 2008, 8 p.

Originalité de cette enquête : porter les résultats à la connaissance des usagers via cette plaquette d'information et dons de sensibilisation. Une façon assez rare d'apporter un "retour" aux enquêtés et aux professionnels ayant participé.

☒ www.invs.sante.fr/publications/2008/enquete_coquelicot/plaquette_coquelicot.pdf

Le "partage" des matériels d'injection chez les jeunes usagers de drogues injectables de Montréal

ROY E., NONN E., HALEY N., MORISSETTE C.

Drogues, santé et société, vol. 2, n° 1, 2003, 22 p.

Malgré la diffusion très large des messages de prévention invitant les usagers à utiliser du matériel "neuf" d'injection, la pratique du "partage" et les "mauvais usages" persistent. Cette étude qualitative, l'une des rares, peut-être la seule, disponible en ligne, tente de comprendre les facteurs de vulnérabilité des jeunes injecteurs, tant individuels que sociaux, et laisse apparaître certains moments critiques dans leurs trajectoires de vie et de consommation où les pratiques non-sécuritaires sont courantes.

☒ <http://id.erudit.org/iderudit/007182ar>

Consommation d'héroïne : points de repères

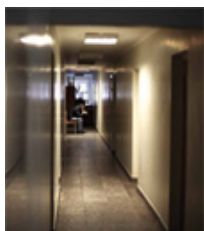
HAMANT. CIRDD Rhône-Alpes, mai 2010.

Après la description du produit, quelques mots sur sa diffusion, sa composition et sa pureté, sa consommation en population générale et auprès de publics spécifiques, sont enfin rappelés les dangers et les modalités de prise en charge des usagers dépendants.

☒ www.cirdd-ra.org/img_dweb/dossier7/CIRDD_Heroine_CH_mai10.pdf

☒ Réduction des risques

A l'abri du danger. Consommateurs de drogues injectables et réduction des risques



Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Rapport de plaidoyer, FICR, 2010, 24 p.

Voici un "Rapport de plaidoyer" de la FICR, qui pourra répondre à de nombreuses questions liées aux politiques de réduction des risques (RDR) mises en place par certains gouvernements et aborder les questions d'actualité soulevées, entre autre sujet, par la possibilité de création en France de Salles de Consommation à Moindre Risque (SCMR). Une approche humaine pronant le respect des usagers, ouvrant la voie à l'accueil et aux soins, plutôt qu'à la prison...

Un appel international à lire et entendre !

📄 www.ifrc.org/Global/Publications/Health/Harm%20reduction%20report-FR-LR.pdf

La réduction des risques

Dr.

Sylvie Wiewiorka

Revue TOXIBASE, 1996, 3, p.1-21

Présentation assez complète du développement de la RDR en France. On notera qu'en guise de conclusion, l'auteure propose : *"Si la réduction des risques, dont nous avons tenté de décrire les aspects multiples et concrets a des effets indiscutablement bénéfiques au plan sanitaire, elle est victime de ses excès. Quel rapport entre le sida et la citoyenneté du toxicomane? Faut-il aujourd'hui, pour faire correctement son travail auprès des toxicomanes, s'ériger en militant de la dépénalisation ? Chacun appréciera, étant entendu qu'il faut se méfier des réponses simplistes, de l'immobilisme forcené comme du pragmatisme dogmatique."*

📄 www.cirddalsace.fr/docs/revue_toxibase/pdf/dossier_reduc.pdf

Questions juridiques et éthiques entourant l'injection de drogue et le VIH/sida



AIDSLEX, réseau juridique canadien VIH/sida

Feuillets d'information, Réseau juridique canadien VIH/sida, 2005, 13 p.

AIDSLEX est un portail Internet, accessible en plusieurs langues, pour les militants, organismes communautaires, chercheurs, responsables politiques, journalistes, professionnels de la santé, et toutes les personnes qui veulent accéder rapidement à une vaste gamme de ressources abordant le VIH, les droits humains et le droit. Au travers de 13 feuillets d'informations, le réseau canadien présente de façon globale les apports de la Réduction des risques.

📄 www.aidslex.org/site_documents/Z217F.pdf

Réduire les risques infectieux chez les usagers de drogues par voie intraveineuse



Document pour les professionnels en contact avec les usagers.

CRIPS Ile-de-France, INPES, 2009, 72 p.

Ce document détaille dans un premier temps, les risques des pratiques d'injection et donne des conseils de prévention (matériels, points d'injection). Dans un second temps, il recense les principales menaces infectieuses avec les principaux symptômes d'alerte, ou dans le cas d'infections latentes, les modes de transmission, risques, prévention, dépistage et traitement. Enfin, il présente les différents dispositifs de prévention et de prise en charge, de l'accès au matériel stérile aux structures spécialisées en passant par la prise en charge en détention.

📄 www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1236.pdf

Usage de drogues, services de première ligne et politiques locales. Guide pour les élus locaux

Anne COPPEL, Elham KASHEFI, Suzanne SCHARDT, Thierry CHARLOIS.

Forum européen pour la sécurité urbaine, Projet Démocratie, Ville et Drogues.

Commission européenne, MILDT, 2008, 85 p.

Pour ce qui concerne l'usage de drogues, l'alternative « répression » ou « traitement » s'est révélée insuffisante pour répondre aux problèmes qui se posent sur le terrain. Les usagers à l'origine des troubles de voisinage sont précisément ceux qui échappent aux prises en charge institutionnelles de répression ou de soin. Les actions de réduction des risques apportent un complément qui s'est révélé à la fois nécessaire et efficace : car l'efficacité des actions est désormais démontrée. Plus les usagers pris en charge sont nombreux, mieux leur santé est protégée et moins les habitants sont confrontés aux nuisances, violences ou actes délinquants associés à l'usage de drogues.

📄 www.democydrug.org/uploads/DCD1_Guidelines/guide_officials/C_drug_use_FR.pdf

AFR - Association française pour la réduction des risques



L'association regroupe une vingtaine de structures et associations dans toute la France (AIDES, Médecins du Monde, Drogues et Société, Techno+ et Keep Smiling, RuptureS, Thianty Oppelia) et propose sur son site de suivre l'actualité de la réduction des risques, la traduction de documents européens, diffuse les offres d'emploi du secteur, une lettre électronique et assure chaque semestre un cycle de formations à la RDR.

☞ <http://a-f-r.org/plume/>

ASUD - Autosupport et réduction des risques parmi les usagers de drogues



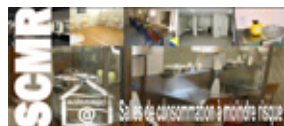
Tout ce que vous avez voulu savoir sur les drogues... sans jamais osez le demander.

Se présente ainsi le collectif d'autosupport et de RDR sur son site internet. Actualités, lettre électronique, journal, présentation des drogues, de la substitution et de la RDR, Forum, brochures, wiki... Les motifs de le consulter sont nombreux : notamment pour son annuaire national des dispositifs de réduction des risques, spécialement pour les dispositifs hors structures, de type programme d'échange de seringues et automates.

☞ www.asud.org/

Salles de consommation

SCMR - salles de consommation à moindre risque



Le site francophone présentant un niveau d'information assez exhaustif (actualité, bibliographie, débat, etc.) sur les salles de consommation à moindre risque, en Europe et ailleurs dans le monde. Outil d'information et de promotion, il reste sérieux dans la sélection des références scientifiques citées.

☞ <http://salledeconsommation.fr/accueil/index.html>

Il est animé par Bernard Bertrand, par ailleurs, auteur de l'ouvrage *Salle de shoot ?* publié en octobre 2010 et dont quelques pages sont disponibles à la lecture sur [Google Books](#)

Quelle place pour les salles de consommation de drogues ?



Dossier Métropolitiques

Luca Pattaroni & Nadine Roudil & Philippe Simay, Métropolitiques, 16 mars 2011

Le site Métropolitiques.eu donne la parole à différents acteurs du débat : élus, professionnels et chercheurs... L'enjeu des salles de consommation relève des questions de santé, de sûreté et de sécurité publiques. Au-delà des divergences politiques, il apparaît clairement que la réduction des risques est indissociable d'une réflexion sur la précarité des usagers de drogues les plus vulnérables.

☞ <http://www.metropolitiques.eu/Quelle-place-pour-les-salles-de.html>

Swaps - Santé, réduction des risques et usages de drogues n° 51



En Allemagne, les salles de consommation sont complètement acceptées.

Dr Ingo ILJA MICHELS, chef de bureau de la déléguée du gouvernement fédéral allemand de lutte contre la drogue et la toxicomanie. pp. 6-7

Note de lecture : Sevrage et salles d'injection des outils complémentaires ?

Regard d'Anne COPPEL sur l'utilisation du nombre d'admissions en cure de sevrage comme indicateur du caractère non incitatif de la salle de Vancouver. pp. 8-10

📄 [Swaps n° 51 pages 6 - 11](#)

Quai 9 - Genève



Première Ligne, association genevoise de réduction des risques liés aux drogues

Association de réduction des risques créée en septembre 2004, à Genève, cette association a pour but général la promotion du concept de réduction des risques et d'actions de prévention permettant aux consommateurs de drogues illégales d'améliorer leurs conditions de vie, aux niveaux social et de la santé. Elle porte la salle de consommation Quai 9.

📄 www.premiereligne.ch/index.htm

Christophe Mani & Yann Boggio, « Quai 9 : une salle d'injection au coeur de Genève », Métropolitiques, 23 mars 2011.

📄 www.metropolitiques.eu/Quai-9-une-salle-d-injection-au.html

Insite - Vancouver



La salle de la province de Colombie Britannique (BC) fait beaucoup parler d'elle actuellement. Elle se trouve au coeur d'une polémique entre l'approche pragmatique du gouvernement de la province et celle plus répressive du pays. Etude sur la mortalité par surdose en baisse autour de la salle, contre celle concernant le nombre d'admission pour sevrage, la "survie" de la salle est aujourd'hui entre les mains de la Cour suprême canadienne.

📄 <http://supervisedinjection.vch.ca/>

Narcosala - Bilbao



Guide de bonnes pratiques pour l'ouverture d'une salle de consommation supervisée.

Médecin du Monde, Gouvernement basque, département de l'emploi et de l'action sociale. Direction des Drogues & Dépendances, 2010, 50 p. en espagnol, 50 p. en basque.

L'expérience de Médecins du Monde à Bilbao modélisée dans ce guide à traduire.

📄 www.unad.org/upload/72/21/ManualBB.PPrtsAprtSCS.pdf

Pour découvrir le CIS de l'intérieur, ce photo-reportage disponible sur le site du journal **Le Monde**.

📄 www.lemonde.fr/societe/portfolio/2010/09/23/salle-de-consommation-de-drogues-supervisee-a-bilbao_1414188_3224.html

Revue de la littérature



Les salles de consommation en Europe. Synthèse de la revue de littérature internationale.

OFDT, Observatoire français des drogues et toxicomanies, 2009, 4 p.

Cette note reprend les principales conclusions du rapport européen de 2004 de l'OEDT.

📄 www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eisxcdp5.pdf

Usage de drogues par injection et interventions visant à réduire la transmission du VIH et du VHC. Revue systématique de la littérature et validation empirique.

Direction des risques biologiques, environnementaux et organisationnels, 2007, 172 p.

📄 www.inspq.qc.ca/pdf/publications/622-UDI.pdf

Bibliographies

Séminaire : Salles de consommation contrôlées à moindres risques pour toxicomanes.

Elus, Santé Publique & Territoires, 2010, 6 p.

📄 www.espt.asso.fr/images/scmr2010_bibliographie.pdf

Salles de consommation à moindre risque : la réduction de la transmission du VIH et du VHC lors des injections chez les usagers de drogues

Sélection bibliographique, Karina NOWAK, Esther RODRIGUES RAGGI, CIRDD Rhône-Alpes, 2011, 6 p.

📄 www.cirdd-ra.org/img_biblio/10_SelectionBibliographique_SallesConsommation_avril2011.pdf

📄 Avis, recommandations

Gouvernement français



Août 2010

Les médias s'emparent du sujet. Après une première prise de position de Roselyne Bachelot, Ministre de la Santé, plutôt favorable à l'expérimentation des salles de consommation, François Fillon, Premier Ministre s'est prononcé le 11 août contre le projet, avant de demander à son directeur de cabinet de recevoir les représentants du collectif Jean-Pierre Couteron, Anitéa, Pierre Chappard, Asud et Françoise Barré-Sinoussi, prix Nobel.

La MILDT, Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie relaie la position gouvernementale.

📄 www.drogues.gouv.fr/site-professionnel/actualites/decryptage/salles-de-consommation/

Elus, Santé publique et Territoires



Actes du Séminaire « Salles de consommation contrôlée à moindres risques pour usagers de drogues - Analyses et recommandations des élus locaux » - avril/septembre 2010

Ont participé à ce séminaire des représentants des villes de Paris, Marseille, le Havre, Bordeaux, Lille et Saint Denis, de l'agglomération d'Annemasse et du Conseil général d'Ile-de-France.

Tome 1 : Auditions d'experts et visites

📄 http://www.espt.asso.fr/images/2010_scmrtome1web.pdf

Tome 2 : Journée de synthèse

📄 http://www.espt.asso.fr/images/2010_scmrtome2-web.pdf

Réseau français de réduction des risques



Le Réseau Français de Réduction des Risques est un espace de rencontre et d'échange entre tous ceux qui sont concernés par la réduction des risques (liés à l'usage de drogues) et ses dispositifs innovants : acteurs issus de la société civile, usagers de drogues, militants associatifs, scientifiques, acteurs de terrain, responsables politiques...

Il est actuellement porté par ASUD et regroupe notamment l'AFR et la Fédération Addiction, ainsi que de nombreux acteurs et institutions. Il dispose d'une page Facebook ouverte sur Internet.

📄 www.facebook.com/pages/R%C3%A9seau-Fran%C3%A7ais-de-R%C3%A9duction-des-Risques/167589306626489

Expertise collective INSERM



Réduction des risques infectieux chez les usagers de drogues

Institut national de la santé et de la recherche médicale, 2010, 573 p.

En conclusion du présent chapitre, *"les données disponibles sur les CIS apportent des bénéfices aux usagers de drogues injectées : sécurité, injection dans des conditions hygiéniques, possibilité de recevoir conseils et instructions spécifiques, diminution des comportements à risque, accès à d'autres services, sans effet secondaire indésirable sur la consommation de drogues ou la disponibilité à entrer/rester en traitement. Les CIS bénéficient également à la communauté par la réduction de l'usage de drogues en public et des nuisances associées. Ils constituent un investissement potentiellement rentable."*

▣ **Chapitre 12 : Centres d'injection supervisés**

Conseil national du SIDA



Note valant avis sur l'impact des politiques relatives aux drogues illicites sur la réduction des risques infectieux

Adoptée par le Conseil national du sida le 20 janvier 2011 à l'unanimité des membres présents, cette prise de position du Conseil intervient alors que des chercheurs de premier plan ont alerté les gouvernements et l'opinion dans une déclaration solennelle, dite **Déclaration de Vienne**, sur le risque d'une épidémie d'infections virales (VIH/sida, virus des hépatites B et C) en forte progression dans plusieurs régions du monde au sein de la population des usagers de drogues.

Le Conseil national du sida a donc souhaité faire le point sur les politiques relatives aux drogues et à la Réduction des risques, constatant l'efficacité de ces dernières et les difficultés des premières.

▣ www.cns.sante.fr/spip.php?article366

Académie nationale de médecine



Adopté en janvier 2011, l'avis de l'Académie et de ses représentants, tous élus par leurs pairs, précise : *"que la mise à disposition de telles salles d'injection aurait pour effet de sortir, de facto, les drogues les plus détériorantes du statut illicite où elles sont actuellement et de remettre ainsi en question l'image répulsive qu'il convient de leur conserver pour éviter toute confusion dans la population dans son ensemble et, en particulier, chez les jeunes. Elle rappelle également qu'une démarche médicale ne peut consister à favoriser l'administration de la drogue qui a généré l'addiction."*

▣ www.academie-medicine.fr/detailPublication.cfm?idRub=27&idLigne=2090

Dossier du CIRDD Rhône-Alpes réalisé en mai 2011 disponible à cette adresse

http://www.cirdd-ra.org/img_dweb/dossier8_sallesconsommation.html

ou au format PDF en cliquant ici.